



Jean-Louis LEVET

Economiste, Directeur général de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales (IRES)

Trois approches de la crise, trois réponses différentes

Dans la crise actuelle, il s'agit à la fois de réagir à l'urgence et de préparer l'avenir. Préparer l'avenir dépend de la compréhension de la crise que nous pouvons avoir. Or, aujourd'hui, principalement trois approches de la crise co-existent plus ou moins explicitement dans le débat public¹.

Première approche : la crise est banale et provisoire, revenons à la situation précédente.

Pour les promoteurs de cette vision de la crise (que nous trouvons surtout dans la sphère financière et des hauts revenus, mais aussi dans le monde académique), il y a eu des crises avant, il y en aura après: c'est le fonctionnement normal du capitalisme. Le marché doit redevenir l'instance de régulation de l'économie et l'Etat se recentrer sur ses fonctions régaliennes.

Or ce que révèle précisément la crise, c'est bien la faillite d'un capitalisme financier reposant sur deux piliers: d'une part le développement d'une finance autoréférentielle exerçant ses effets sur l'ensemble de l'économie, réduisant l'entreprise à un actif financier « liquide » devant être optimisé sur les marchés financiers; d'autre part la flexibilité du travail comme principal levier de la création d'emplois. De récents travaux ont montré, par l'observation empirique, que ces affirmations étaient tout bonnement fausses.²

Seconde approche : la crise est mondiale et profonde, passons au « capitalisme vert ».

Pour les partisans de cette compréhension de la crise (essentiellement la plupart des gouvernements européens et nord-américains), la crise est grave et inédite car elle combine crise financière, crise alimentaire, crise énergétique. Il convient donc de réguler les marchés financiers, et d'investir dans les nouvelles technologies pour répondre au défi climatique.

Une vision plus adaptée à la situation, mais qui demeure restrictive par rapport à certains grands enjeux: le volet social du

développement durable ne peut être dissocié, voire soumis au volet écologique, sous peine d'accroissement formidables des inégalités d'accès au marché du travail, de revenus, de qualification etc. D'autre part se concentrer sur les nouvelles technologies, c'est prendre le risque d'abandonner la plus grande partie du système productif. Sans compter que les discours tenus au cours des récents G 20 sur la régulation des marchés financiers ont du mal à se traduire en mesures concrètes.

Troisième approche : la crise, mondiale et inédite, offre l'opportunité de changer de paradigme économique.

Cette analyse de la crise est largement partagée par les organisations syndicales dans la plupart des pays européens et à l'échelle internationale. Elle considère que celle-ci est révélatrice d'un mode de croissance à bout de souffle et source de grandes inégalités qui sont pour partie à l'origine de la crise financière (en particulier le fait que le endettement des ménages se soit substitué progressivement à la baisse des salaires liée à la désindustrialisation de l'économie). Il convient alors de saisir l'opportunité de cette crise pour faire évoluer le paradigme économique en cherchant à allier justice sociale, performance économique et écologie. Ici, l'Etat, les partenaires sociaux, les responsables territoriaux, le monde associatif, ont alors toute leur place pour agir de concert. Il faut espérer que l'après Copenhague se situe résolument dans ce troisième scénario. ■

¹Voir notamment à ce sujet : Degryse C. et Pochet P., « Changer de paradigme : la justice sociale comme prérequis au développement durable », Document de travail, Etui, 2009.02 ; les auteurs esquissent en introduction dans ce document ces trois visions de la crise présentes dans le débat social.

²Voir en particulier la Revue de l'Ires, Les modèles sociaux européens face au défi de l'emploi : Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède, numéro spécial, N° 58, 2008/3.